

# NOTE EXPLICATIVE

Cette note concerne une demande de permis d'urbanisme avec architecte visant : LA REGULARISATION DE LA DIVISION D'UNE MAISON EN 2 LOGEMENTS, LA CONSTRUCTION D'ANNEXES, LES AMENAGEMENTS INTERIEURS ET LA MODIFICATION DES MENUISERIES EN FACADE AVANT.

## Historique de la demande :

Une demande de permis a été déposée en date du 14/05/2025 sur la plateforme My Permit, que cette demande a fait l'objet de deux incomplétudes (12/06/25 avec dépôt le 14/07/25 et le 29/07/25 avec dépôt le 28/08/25). qu'une enquête public s'est déroulée entre le 06/10/25 et le 20/10/2025, que celle-ci n'a donné lieu à aucune réclamation, que la demande a fait l'objet d'un avis favorable sous réserves du service SIAMU en date du 26/09/2025, que le dossier est passé en CC en date du 04/11/2025 que l'avis remis a été défavorable. que suite à cet avis, la demanderesse (Mme ) et Mr Architecte) ont pris contact par mail avec le service Aménagement du Territoire de la commune (Mr et ont échangé par mail et par échange téléphone entre le 04/11 et le 18/11, cela dans le but de faire évoluer le projet avec une proposition modifiée et amener le projet vers un avis favorable. qu'en date du mercredi 17/12 à 10h une réunion a eu lieu en présence de Mme Architecte au Service Aménagement du Territoire de la commune. que lors de ces différents échanges il ressort un doute sur le fait que le CC ai eu en sa possession les preuves de la division avant 1993 et les plans proposant des aménagements. que suite à ces échanges, les plans ont évolués pour répondre aux griefs soulevés en CC. qu'il a été convenu de déposer des plans modificatifs et une note mise à jour. que malgré cela, en date du 12/01/2026 le permis a été refusé, que de ce fait, un nouveau permis avec ces éléments modifiés doit être déposé.

## Situation de droit :

Il est stipulé dans l'avis du CC : qu'en situation de droit, il s'agit d'une maison unifamiliale de gabarit R+1+ toiture et un niveau au sous-sol, avec garage ;

Mme avait échangé avec le service communale depuis 1,5 an maintenant (avec Mme ) à ce sujet et elle avait fourni toutes les différentes preuves souhaitées quant à la présence des deux logements depuis les années 1960. Démarches impliquant des procédures laborieuses, d'ailleurs, avec le service des eaux, électricités etc. pour s'assurer que le dossier soit bien complet et compris dans son ensemble. Il fallait néanmoins rendre ces unités conformes avec des aménagements intérieurs. Ces preuves sont jointes à la présente demande

Comme précisé ci-dessus, Mme Thésias a des preuves irréfutables que 2 logements existaient en 1970 (compteurs et relevé des chefs de famille). Nous ne sommes donc pas dans le cadre de la création de logement. Vous trouverez dans ce dossier les preuves de la présence des deux logements dans le bâtiment avant 1993.

Pour justifier cette thèse, personne n'a à ce jour de preuve qu'il y a eu des actes et travaux pour la création de ce second logement. La commune ne dispose pas de plan de la situation de droit ; en effet, le seul plan retrouvé des archives date de 1966 et on voit apparaître dans le plan de la cave une extension à gauche. De ce fait à ce jour nous considérons qu'il n'y pas de preuve d'infraction sur ce volet.

Néanmoins, après discussions avec les représentants du service aménagement du territoire, il a été décidé de rester sur la procédure actuelle en considérant que ces logements sont dans la demande. Il s'avère que apparemment le CC n'avait pas ces pièces en sa possession lors de la 1er réunion. Avec ces preuves (Compteurs et registres des habitants). Néanmoins, il est utile que des plans modifiés soient déposés pour répondre en partie au griefs du CC en terme d'habitabilité.

En complément, Mme souhaite préciser les points ci-dessous :

- qu'ils y ont vécu des années. Cette maison a toujours été scindée de la sorte et fut chaleureuse et lumineuse en toutes pièces depuis toujours. Une visite peut être effectuée et des photos peuvent être envoyées. Nous ne comprenons pas comment cette maison, qui a toujours été utilisée comme telle, puisse changer de destination et acquérir un statut de maison unifamiliale, surtout du point de vue de son utilisation. Cette structure n'en serait pas logique ni viable pour la suite.
- que cette maison a toujours été construite et habitée de cette manière depuis les années 1960. C'est uniquement lors de notre tentative de vente que nous avons découvert que le bâtiment n'était pas conforme aux normes en vigueur. Notre démarche visait simplement à régulariser la situation urbanistique.
- Or, depuis plus de deux ans maintenant, nous sommes plongés dans une situation particulièrement complexe qui nous empêche de trouver la moindre solution viable.

## Réponses apportées suite à l'avis de la CC

Ci-dessous vous trouverez les différents points évoqués dans l'avis du CC et les modifications apportées dans le projet pour y répondre.

### Construction d'annexe

Le CC est favorable aux modifications apportées à l'annexe étant donné qu'il est difficile de dater la construction de ces volumes qui ont été réalisés avant 1996. Ce volet ne pose pas de problème.

### Menuiseries extérieures

Le CC dit : *que les menuiseries extérieures, en ce compris la porte d'entrée, ont cependant été remplacées sans autorisation préalable, par des châssis en PVC ; que ces modifications ne s'intègrent pas dans la composition de la façade ; qu'il convient de prévoir, au plus tard lors du prochain changement, de nouvelles menuiseries extérieures s'accordant avec l'architecture originelle du bien, en respectant les cintrages d'origine, et de prévoir une porte d'entrée moulurée en bois ;*

Les châssis avaient été remplacés il y a déjà longtemps par du PVC, les anciens étant déjà en PVC selon les propriétaires. Dans les plans vous trouverez la façade avant projeté ou il est précisé que : Lors d'un futur remplacement, le propriétaire en tiendra compte et mettra en œuvre ces changements.

Sur la façade projetée est prévu :

- Une porte en bois moulurée.
- le changement des impostes qui sont dimensionnées de façon plus harmonieuse.
- L'imposte de la porte est cintrée
- Les parties pleines en allège des baies sont bien représentées.

Concernant la porte de garage, celle-ci a été remplacée par une porte sectionnelle en PVC. En effet, l'ancienne porte en bois avait subi de multiples effractions et des squatters ont pris possession des caves. Mme Thésias et son fils ont donc décidé de placer une porte sectionnelle qui permet de sécuriser le bien. Cela permettra également, avec une commande, de rendre le local vélo fonctionnel.

Photo du garage ci-dessous. Placée de la sorte pour des raisons d'urgence : des squatters avaient défoncé la porte. Pour des raisons techniques : Plus de portes possible en ouvrant dans ces dimensions + énergétique (plus isolante) + pour des raisons d'entretien : tags et graffitis en permanence avant sur le bois; matière granuleuse empêchant l'accroche de la peinture.



### Corniche

Le CC précise : *que la corniche a été emballée dans un caisson en PVC ; qu'une corniche en bois était initialement présente ; qu'il conviendrait de démonter ce caisson, afin de restaurer ou remplacer la corniche d'origine ;*

Cette corniche est dans cet état depuis de longues années et parfaitement fonctionnelles. Entreprendre des travaux d'une telle ampleur nous paraît disproportionné. Toutefois, lors d'un remplacement futur, une restauration conforme aux exigences de la CC sera envisagée.

Sur les plans de la façade projetée est précisé que la corniche sera modifiée selon les prescriptions du CC au prochain changement par le propriétaire.

### Toiture plate :

Le CC précise : *qu'il pourrait convenir, si techniquement possible, de végétaliser les toitures plates, afin d'améliorer la gestion des eaux sur la parcelle et de limiter l'effet d'îlot de chaleur ; que si ce n'était pas possible, il convient de prévoir un revêtement de teinte claire.*

Concernant la possibilité de placer une toiture végétale, il est impossible techniquement de placer ce type de toiture qui engendrera un surpoids non négligeable. En effet, les structures de toitures étant en bois, les flèches générées par le surpoids risquent de créer des désordres techniques. De plus, il faut s'assurer que l'étanchéité est anti racine.

Concernant la possibilité de placer un revêtement de teinte claire, l'étanchéité des toitures plate a été refaite récemment, il serait donc déraisonnable de la retirer tout simplement pour des raisons écologiques.

Mr Delhez a proposé de placer un gravier blanc, Mr Delhez sera vigilant au surpoids généré par cette pose et placera des billes d'argex ou un autre matériaux léger

#### **Citerne :**

*que les plans ne précisent pas l'éventuelle présence d'une citerne ; qu'il convient de détailler ce point ; que si une citerne est présente et qu'elle est fonctionnelle, il convient d'y prévoir au minimum le raccordement de wc et des robinets d'entretien ;*  
Il n'existe pas de citerne sur place.

#### **Cour :**

*que la cour est pavée et présente une superficie de 10 m<sup>2</sup> ; que cela déroge aux prescriptions du RRU, titre I, article 13 (perméabilité) ; qu'afin d'améliorer la perméabilité des sols, et de compenser l'imperméabilisation liée à l'emprise des annexes, il pourrait convenir de prévoir cet espace planté en pleine terre, au moins sur la moitié de sa surface ;*

Mr Delhez est prêt à retirer les pavés de la cour et à mettre en œuvre des parterres végétaux sur la totalité de la surface.

A ce sujet, Mr Delhez a contacté Bruxelles environnement pour voir quel type de plante est crédible à cet endroit (peu de lumière,...)

#### **Nomination des plans**

Comme le conseil le CC, la nomination des plans pour plus de clarté a été revue.:

- Sous-sol (niveau inférieur)
- Rez-de-chaussée (niveau bel étage)
- R+1 Combles inférieurs
- Combles supérieurs

#### **Caves**

Nous confirmons que les caves ont deux accès (un depuis l'entrée à rue et un depuis la cage d'escalier).

Nous proposons :

- d'ajouter un local vélos dans la cave 1 accessible depuis la rue pour le logement triplex ;
- d'ajouter un local d'entretien dans la cave 2 à côté de la chaudière ;
- d'ajouter un local vélos dans la cave 2 pour le logement simplex ;
- d'ajouter une cave pour le logement triplex dans la cave 3 ;
- d'ajouter une cave pour le logement simplex à côté de l'escalier ;
- de cloisonner le local des compteurs pour le dédier entièrement aux compteurs ;
- de maintenir la cave 4 pour les citernes.

#### **Rez-de-chaussée**

*Concernant l'éclaircissement, la CC dit : que ces aménagements dérogent aux prescriptions du RRU, titre II, article 10 (éclairage) en ce que la chambre et le séjour disposent respectivement d'une superficie nette éclairante de 2,87 m<sup>2</sup> (au lieu des 3,13 m<sup>2</sup> requis) et 3,22 m<sup>2</sup> (au lieu des 6,29 m<sup>2</sup> requis) ; que ces dérogations sont importantes et ne sont pas acceptables en l'état ;*

*De plus, que la demande déroge également aux prescriptions du RRU, titre II, article 4 (hauteur sous plafond), en ce que la hauteur sous plafond de la chambre et du séjour (2,44 m) est inférieure au minimum requis ; que des faux-plafonds ont été installés au rez et au 1er étage ; que ceux-ci entravent les baies des châssis en façade avant ; que ce n'est pas qualitatif ; qu'en outre, le bien possède encore des moulures d'origine sur les plafonds visibles ; que le plancher structurel d'origine n'est pas représenté ; qu'il convient de supprimer ces faux-plafonds, afin de se conformer aux prescriptions du RRU, titre II, article 4, et de rétablir si possible les plafonds avec leurs décors d'origine ;*

Les faux-plafonds ont été réalisés il y a des années dans le but de respecter une hauteur de 244 cm, d'améliorer l'acoustique entre les deux logements et d'améliorer l'isolation thermique. Ils créent aussi une finition de qualité. Nous proposons donc de les maintenir.

Concernant l'éclaircissement, il est complexe d'augmenter la taille des baies avant et arrière sans altérer l'architecture et la modénature existantes. Nous sollicitons donc une dérogation sur ce point.

*que la demande déroge également aux prescriptions du RRU, titre II, article 8 (wc), en ce que celui-ci ne dispose pas d'un sas le séparant du séjour ;*

→ Voir plan modifié ci-joint. Une cloison sera créée pour permettre la création d'un sas entre le Wc, salle de bain et les pièces de vie.

*que l'appartement ne dispose ni d'un hall d'entrée, ni d'espace de rangement ;*

→ Voir plan modifié ci-joint. Une nouvelle cloison et 2 portes seront mis en œuvre pour permettre la création d'un sas d'entrée et d'un espace de rangement (dressing). Un autre espace de rangement est prévu en cave.

*que la salle de douche est très petite ; qu'en outre, la chambre est disposée côté rue au rez ; que cela ne lui permet pas de disposer de l'intimité requise pour ce type de local ; qu'elle comporte un accès direct vers le hall d'entrée commun, ce qui n'est pas qualitatif ;*

La chambre surplombe la rue de plus de 2 mètres, ce qui garantit son intimité. De plus, elle ne comporte plus d'accès direct depuis le hall commun (voir plan joint). En effet, l'ancienne porte est refermée avec une paroi EI60.

#### **Triplex**

L'affectation de l'espace dans le comble supérieur sera limitée à un grenier et du rangement.

que l'aménagement du séjour déroge aux prescriptions du RRU, titre II, article 10 (éclairage), en ce que celui-ci dispose d'une superficie nette éclairante de 6,92 m<sup>2</sup> au lieu des 7,52 m<sup>2</sup> requis ; que l'aménagement des chambres sous combles déroge aux prescriptions du RRU, titre II, articles 3 (superficie minimale) et article 10 (éclairage) en ce qu'aucune chambre ne dispose de la superficie minimale requise de 14 m<sup>2</sup> (13,01 m<sup>2</sup> et 12,75 m<sup>2</sup>), ni de la superficie nette éclairante requise (0,42 m<sup>2</sup> de superficie éclairante en toiture au lieu des 1,08 m<sup>2</sup> et 1,06 m<sup>2</sup> requis) ; que ce n'est pas acceptable.

Pour ces points, et vu les situation structurels, nous sollicitons des dérogations (éclairage et superficie), afin de préserver l'architecture des façades et les murs porteurs. Les chambres restent confortables et bien éclairées (voir photos).

Concernant le WC, nous proposons d'ouvrir la porte vers l'extérieur pour augmenter sa praticabilité.

que la cage d'escaliers n'est pas privatisée pour le logement des étages supérieurs ; que la note explicative mentionne le placement d'une porte ; que celle-ci n'est pas représentée dans les documents graphiques ; qu'il conviendrait de prévoir des circulations internes privatives pour chaque logement ;

Il semble que la CC n'ait pas reçu les plans projetés, lesquels prévoient bien le placement d'une porte au niveau de la cage d'escalier (voir plan joint).

qu'il conviendrait de prévoir un logement de minimum 3 chambres dans le bien, et de privilégier son accès au jardin, quitte à maintenir une maison unifamiliale ;

Nous proposons un logement 1 chambre et un logement 2 chambres, offrant une mixité. Ces deux logements existent avant 1993. Considérant la position de cette parcelle à proximité de l'angle de l'ilot qui génère une parcelle peu profonde, il n'est pas possible d'envisager un jardin de grande qualité.

## Dérogation au RRU Titre I : Caractéristiques des constructions et de leurs abords

### Article 4

§ 1. Au niveau du rez-de-chaussée et des étages, la profondeur maximale hors-sol de la construction réunit les conditions suivantes :  
1° ne pas dépasser une profondeur égale aux trois quarts de la profondeur du terrain mesurée, hors zone de recul, dans l'axe médian du terrain.

⇒ **Le bâti étant existant, la profondeur de celui-ci est antérieure à la présente demande. On peut d'ailleurs voir sur les plans datant de 1966 joint à la demande qu'il y a un local remise qui avait déjà été construit à cette époque, correspondant à la profondeur actuelle du bâti en RDC.**

## Dérogation au RRU Titre II : Normes d'habitabilité des logements

### Article 3

§ 1. Sans préjudice du § 2, tout logement dans un immeuble neuf respecte les superficies minimales de plancher nettes suivantes :  
1° pour la pièce principale de séjour, 20 m<sup>2</sup> ;

2° pour la cuisine, 8 m<sup>2</sup> ;

3° si la cuisine est intégrée à la pièce principale de séjour, cette dernière doit avoir 28 m<sup>2</sup> ;

4° pour la première chambre à coucher, 14 m<sup>2</sup>, et pour les autres chambres à coucher, 9 m<sup>2</sup>.

La superficie de plancher nette prise en compte pour les surfaces minimales des locaux habitables dans les combles est celle qui correspond à une hauteur sous plafond de minimum 1,50 mètre.

Le logement comporte un espace privatif destiné au rangement ou au stockage.

Superficie plancher des locaux habitables dans les combles (voir art. 3 §1 alinéa 2).

§ 2. Pour les logements neufs à locaux habitables non différenciés tels que les studios, situés dans un immeuble neuf ou existant, le local de séjour, cuisine comprise, a une superficie nette minimale de 22 m<sup>2</sup>.

§ 3. Dans les immeubles existants :

1° la construction d'une extension ou d'un étage supplémentaire respecte les normes du § 1er ;

2° sans préjudice du 1°, les actes et travaux relatifs à la création d'un logement neuf, doivent tendre au respect des normes du § 1er ;

3° les autres actes et travaux relatifs à un logement existant ont, lorsqu'ils ont une incidence sur la dimension des locaux, pour effet d'améliorer la conformité du logement aux normes des §§ 1 et 2.

⇒ 1° pour la pièce principale de séjour, 20 m<sup>2</sup> ;

⇒ 2° pour la cuisine, 8 m<sup>2</sup> ;

⇒ 3° si la cuisine est intégrée à la pièce principale de séjour,

⇒ cette dernière doit avoir 28 m<sup>2</sup> ;

⇒ 4° pour la première chambre à coucher, 14 m<sup>2</sup>, et pour les autres chambres à coucher, 9 m<sup>2</sup>.

⇒ La superficie de plancher nette prise en compte pour les surfaces minimales des locaux habitables dans les combles est celle qui correspond à une hauteur sous plafond de minimum 1,50 mètre.

⇒ Le logement comporte un espace privatif destiné au rangement ou au stockage.

⇒ § 2. Pour les logements neufs à locaux habitables non différenciés tels que les studios, situés dans un immeuble neuf ou existant, le local de séjour, cuisine comprise, a une superficie nette minimale de 22 m<sup>2</sup>.

⇒ **Logement 1 n'est pas aux normes (dimensions cuisine 5,5m2 et séjour 19,75m2 trop petite). Ce logement existe depuis au moins 1970. Les travaux proposés améliorent la qualité du logement (sas vers Wc et salle de bain,...)**

- ⇒ **Logement 2 n'est pas aux normes (dimensions chambre 1 inférieure à 14m<sup>2</sup>). En effet, 13,01m<sup>2</sup> pour chambre 01 et 12,92m<sup>2</sup> pour chambre 02. En réalité, la superficie est proche de 14m<sup>2</sup>, et c'est la structure existante qui détermine la superficie existante, pour atteindre 14m<sup>2</sup> des travaux disproportionnés devraient être mis en œuvre.**

#### Article 4

§ 1. Dans tout logement situé dans un immeuble neuf, la hauteur sous plafond des locaux habitables est au moins de 2,50 mètres. Cette hauteur est mesurée libre de plancher à plafond.

- ⇒ **Logement 1 n'est pas aux normes (hauteur sous plafond pour la salle à manger, la cuisine et la chambre inférieure à 2,5m) voir explication au point réponse au CC**

#### Article 8

La toilette a des dimensions au moins égales à 0,80 mètre x 1,20 mètre.

- ⇒ **Les WC du logement 1 n'est pas au norme car largeur inférieure à 80cm et pas de sas pour le logement 01. Un sas a été créé voir point réponse à CC. concernant la largeur, la dimension est de 78cm. Nous sommes donc à 2cm de la prescription. Ce qui est donc raisonnablement acceptable.**  
 ⇒ **Les WC du logement 2 n'est pas au norme, mais celui-ci est existant depuis longtemps. Nous proposons d'ouvrir la porte du WC vers l'extérieure pour plus de confort.**

#### Article 8

La pièce où se situe le WC ne donne pas directement sur le salon, la salle à manger ou la cuisine, sauf dans le cas d'un logement visé à l'article 3, § 2.

Un sas avec deux portes doit donc séparer le WC des locaux habitables (sauf la chambre), à moins qu'il ne s'agisse d'un logement à locaux habitables non différenciés tel qu'un studio (application de l'article 3 §2).

- ⇒ **Un sas sera créé entre la salle de bain dans laquelle se situe le WC du logement 1 et le séjour.**

#### Article 10

Les locaux habitables sont, à l'exclusion des cuisines, éclairés naturellement.

La superficie nette éclairante est de minimum 1/5ème de la superficie plancher. Pour les locaux habitables dont la surface éclairante est située dans le versant de la toiture, cette superficie nette éclairante est fixée à minimum 1/12ème de la superficie plancher.

- ⇒ **Les locaux habités des logement 1 (chambre, salle à manger, séjour) et logement 2 (séjour, chambre 1 et 2, cuisine comprenant salle à manger) ont des superficies nettes éclairantes inférieures 1/5 de la superficie des planchers correspondants. Le bâtiment étant existant, il n'est ainsi pas prévu de modifier les baies et de porter des travaux sur les façades.**

#### Article 17

§ 1. Tout immeuble neuf à logements multiples comporte un local permettant d'entreposer des véhicules deux-roues non motorisés et des voitures d'enfants.

Ce local réunit les conditions suivantes:

- 1° être à disposition de l'ensemble des habitants de l'immeuble ;
- 2° avoir des dimensions compatibles avec la fonction prévue, compte tenu du nombre de logements, avec un minimum d'un emplacement par logement ;
- 3° être d'accès aisé depuis la voie publique et depuis les logements ;
- 4° être indépendant des parkings.

§ 2. Les travaux relatifs à un immeuble existant à logements multiples sont, lorsqu'ils ont une incidence sur les parties communes de l'immeuble, pour effet d'améliorer la conformité de l'immeuble, conformément au § 1.

- ⇒ **Après avis de la CC il est proposé deux locaux vélos voir plan cave projetée.**

L'habitation étant existante, les dispositions et dimensions des pièces sont en l'état et fonctionnent de la sorte depuis plusieurs décennies. Néanmoins, certaines modifications sont apportées en réponse à l'avis de la CC.

La modification déjà prévue dans le 1<sup>er</sup> permis au niveau du hall au niveau du R+2, au droit de l'escalier menant au logement 2 afin de compartimenter le logement vis-à-vis du hall commun et d'en faire une unité totalement indépendante est bien sur maintenue.

Une paroi RF60 est donc prévue au niveau du R+2 autour de la cage d'escalier commune, ainsi qu'une porte RF30 au droit de l'escalier, afin de compartimenter le logement 2 et le rendre totalement distinct de hall commun.

La nouvelle porte d'entrée du logement 2 s'ouvre dans le sens opposé du sens de fuite, ce afin que la porte ne s'ouvre pas directement dans les marches de l'escalier pour plus de confort et d'habitabilité.

L'habitation étant existante, les dispositions et dimensions des pièces sont en l'état et fonctionnent de la sorte depuis plusieurs décennies. Néanmoins, certaines modifications sont apportées en réponse à l'avis de la CC.

## Réponse et modification du dossier suite à incomplétude du 10/02/2026

### 1/ Preuve de paiement :

Elle est jointe au dossier sous l'onglet preuve de paiement des frais du dossier.

### 2/ Annexe 1 :

### Cadre VI :

En situation de droit, nous avons modifié en maison unifamiliale.

Pour la partie construction hors-sol et surface en annexes. Vu le caractère lacunaire et flou de la situation de droit, le seul plan d'archive étant un plan du niveau de la cave. Il est tout simplement impossible de calculer les surfaces de la situation de droit car celles-ci sont inconnues sur certains points. Il a donc été convenu que les surfaces introduites lors de la demande initiale étaient préservées mais que celles-ci doivent être considérée comme **existante en situation de fait**.

**Cadre X :**

La dérogation à l'article 4 concernant les chambres sous combles a été retirée dans l'annexe 1 et dans la note explicative.

**03/ Note explicative :**

La dérogation concernant l'article 4 pour les chambres sous combles a été supprimée.

**04/ Formulaire statistique :**

Étant donné que les superficies sont inchangées, le formulaire statistique n'a pas été modifié. Néanmoins, nous avons ajouté l'annotation situation de droit pour le nbr de logement et situation de fait pour les surfaces pour plus de clarté.

**05/ Plans :**

Nous avons précisé où se trouve les limites des bâtis voisins en plan existant 1/50 et plan projeté 1/50.

Les profils voisins dans les coupes existantes et projetée ont été complétés.

La lisibilité des plans a été optimisée.

**06/ Renseignements relatifs au titre de propriété :**

Ce document est joint à la présente demande.

**07/ PEB :**

Le document demandé (.PEB), a été déposé sur My Permit.